

Art. 14. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in de artikelen 37 en 38, § 1, van hetzelfde besluit komt de premie-aanvraag in aanmerking op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015. Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregel » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft. ».

Art. 15. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in Titel 3 van hetzelfde besluit, blijft de premie-aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat de kennisgeving van de aanbesteding van de overheidsopdracht dateert van voor 1 januari 2015.

De kennisgeving van de aanbesteding van de overheidsopdracht en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK X. — *Besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler*

Art. 16. In afwijking van artikel 1, tweede lid, als de premie aangevraagd wordt voor werken bedoeld in artikel 4, §§ 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler, blijft de premie-aanvraag in aanmerking komen op voorwaarde dat het bericht van ontvangst van de stedenbouwkundige vergunning dateert van voor 1 januari 2015.

Het bericht van ontvangst van de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en het aanvraagformulier « tijdelijke maatregelen » vormen samen een dossier dat aan de bevoegde administratie te richten is voor 1 februari 2015, waarbij de poststempel bewijskracht heeft.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepaling*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Namen, 19 december 2014.

P. FURLAN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2014/31572]

24 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération signé à Bruxelles le 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Annexe

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité

Vu l'article 151, § 1^{er}, alinéa 3, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier les articles 11*bis*, alinéas 2 et 3, et 92*bis*, § 4*decies*, insérés par la loi spéciale du ...;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en particulier les articles 42 et 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réforme institutionnelle pour la Communauté germanophone, en particulier l'article 55*bis*, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du ...;

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer la cohérence de la politique criminelle et de la politique de sécurité, notamment en prévoyant la participation des Régions et Communautés aux réunions du Collège des procureurs généraux, ainsi qu'une coordination des politiques entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, chacun dans le cadre de ses compétences, à propos du Plan national de Sécurité et de la Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

L'Etat fédéral, représenté par le Premier ministre, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice;

La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par leur Gouvernement en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Administration intérieure;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président;

La Région wallonne, représentée par le Ministre-Président;

La Région Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre-Président;

La Commission communautaire commune, représentée par le Ministre-Président.

Il est convenu ce qui suit en fonction de leurs compétences respectives :

TITRE 1^{er}. — Objectif général

Article 1^{er}. Cet accord de coopération vise à améliorer la cohésion de la politique criminelle et de la politique de sécurité, en impliquant plus étroitement les entités fédérées, pour ce qui concerne les matières qui relèvent de leurs compétences, dans ces politiques. Tous les départements concernés contribuent activement à garantir la sécurité de la société.

TITRE II. — Participation des Communautés et des Régions aux réunions du Collège des procureurs généraux

Art. 2. § 1^{er}. Les ministres délégués par les Communautés et les Régions participent aux réunions du Collège des procureurs généraux lorsque ces réunions portent sur des compétences visées à l'article 143^{quater} du Code judiciaire ou lorsque le Collège des procureurs généraux se réunit sur invitation du ministre fédéral de la Justice dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées à l'article 143^{bis}, § 2, 1^o, du Code judiciaire et que les questions abordées relèvent des compétences des Communautés et des Régions.

Ils participent aux réunions du Collège des procureurs généraux lorsqu'elles concernent l'établissement des priorités des directives de politique criminelle en général, étant entendu qu'ils s'expriment chacun par rapport à leurs compétences propres.

§ 2. Ces réunions ont lieu sur invitation du Collège, du ministre fédéral de la Justice ou à la demande du ministre délégué par les Communautés et les Régions.

Les ministres délégués par les Communautés et les Régions peuvent demander que des points qui concernent les compétences visées au § 1^{er} soient mis à l'ordre du jour de ces réunions.

§ 3. Ces réunions sont présidées par le ministre fédéral de la Justice.

§ 4. Le rapport visé à l'article 143^{bis}, § 7, du Code judiciaire est également transmis aux gouvernements de Communauté et de Région.

Art. 3. Le Collège des procureurs généraux crée, dans les domaines ayant trait aux compétences des Communautés et des Régions, des réseaux d'expertise composés de magistrats du parquet fédéral, des parquets généraux, des parquets du procureur du Roi, des auditorats généraux et des auditorats du travail, ainsi que de fonctionnaires et d'experts désignés par le ou les ministres des Communautés et des Régions en charge de ces matières. Selon le cas, le Collège des procureurs généraux fait soit appel aux réseaux d'expertise déjà existants qui couvrent une matière ayant trait aux compétences des Communautés et des Régions, soit établit des groupes de travail spécialisés, soit crée de nouveaux réseaux d'expertise.

Art. 4. Au sein des réseaux d'expertise ou des groupes de travail spécialisés créés à cet effet par le Collège des procureurs généraux, les fonctionnaires et les experts désignés par le ou les ministres des Communautés et des Régions en charge des matières visées à l'article 3 participent aux travaux menés en vue de l'élaboration des directives de politique criminelle ou de l'exécution de ces directives.

Art. 5. Dans le cadre de l'élaboration d'une politique criminelle cohérente, qui tienne compte des compétences de l'Etat fédéral, d'une part, et de celles des Communautés et des Régions, d'autre part, le Collège des procureurs généraux fonctionne conformément aux articles 143^{bis} et 143^{quater} du Code judiciaire.

TITRE III. — La note-cadre sur la sécurité intégrale et le plan national de sécurité

Art. 6. L'harmonisation des politiques entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions à propos de la Note-cadre sur la Sécurité intégrale et le Plan national de Sécurité se déroule dans le cadre de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité.

CHAPITRE 1^{er}. — Note-cadre sur la Sécurité intégrale

Art. 7. Un projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale est soumis par les ministres de l'Intérieur et de la Justice à la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité.

Art. 8. Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent proposer des initiatives en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, à reprendre dans le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent, en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, formuler des propositions d'adaptation concernant le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

Art. 9. Un groupe de travail composé d'experts désignés par les membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité est chargé de préparer les décisions de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité. Le président du groupe de travail est désigné par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 10. Le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale est transmis pour avis au Collège des procureurs généraux par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Celui-ci examine le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale à l'occasion d'une réunion à laquelle participent les ministres délégués par les Communautés et les Régions, sous la présidence du ministre fédéral de la Justice.

CHAPITRE 2. — Plan national de Sécurité

Art. 11. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice, arrêtent, comme prévu par la loi, tous les quatre ans un Plan national de Sécurité, après avis du ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, concernant les éléments de ce plan relatifs à la sécurité routière. Un projet de Plan national de Sécurité, ainsi que l'avis du ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, sont soumis par les ministres de l'Intérieur et de la Justice à la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité, avant qu'il ne soit transmis pour avis motivé au Conseil fédéral de police.

Art. 12. Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent proposer des initiatives en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, à reprendre dans le projet de Plan national de Sécurité.

Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent également, en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, formuler des propositions d'adaptation concernant le projet de Plan national de Sécurité.

Art. 13. Un groupe de travail composé d'experts désignés par les membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité est chargé de préparer les décisions de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité. Le président du groupe de travail est désigné par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 14. Le projet de Plan national de Sécurité est transmis pour avis au Conseil fédéral de police par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 15. Le projet de Plan national de Sécurité est transmis pour avis au Collège des procureurs généraux par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Celui-ci examine le projet de Plan national de Sécurité à l'occasion d'une réunion à laquelle participent les ministres délégués par les Communautés et les Régions, sous la présidence du ministre fédéral de la Justice.

TITRE IV. — Service d'appui commun

Art. 16. Le « Service d'appui commun » du ministère public offrira son soutien tant à la politique criminelle fédérale que fédérée.

Bruxelles, le 7 janvier 2014.

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Pour la Communauté flamande et la Région flamande :

Le Ministre-Président,
K. PEETERS

Le Ministre de l'Administration intérieure,
G. BOURGEOIS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Pour la Commission communautaire commune :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Pour l'Etat fédéral :

La Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président du Collège,
C. DOULKERIDIS

Bruxelles, le 4 avril 2014.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31572]

24 APRIL 2014. — Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 7 januari 2014 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie hecht zijn goedkeuring aan :

Artikel 1. Krachtens artikel 138 van de Grondwet, regelt dit decreet aangelegenheden de zijn bedoeld in de artikels 127 en 128 van deze Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid, ondertekend te Brussel op 7 januari 2014.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2014.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid

Gelet op artikel 151, § 1, derde lid, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 11*bis*, tweede en derde lid en artikel 92*bis*, § 4*decies*, ingevoegd bij de bijzondere wet van...;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikels 42 en 63;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55*bis*, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van ...;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de samenhang van het strafrechtelijk en het veiligheidsbeleid te verbeteren, met name door de deelname van de gemeenschappen en gewesten aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal, evenals een coördinatie tussen de Federale Staat en de deelstaten, ieder in het kader van zijn bevoegdheden, omtrent het Nationaal Veiligheidsplan en de Kadernota Integrale Veiligheid.

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de eerste minister, de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie;

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door hun regering in de persoon van de minister-president en de minister van Binnenlands Bestuur;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van de minister-president;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering in de persoon van de minister-president;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de minister-president;

zijn, elk vanuit hun respectieve bevoegdheden, overeengekomen wat volgt :

TITEL 1. — Algemene doelstelling

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord beoogt de samenhang van het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid te verbeteren door de deelstaten, voor wat de materies betreft die onder hun bevoegdheid vallen, veel nauwer te betrekken bij dat beleid. Alle betrokken departementen werken actief mee aan het waarborgen van de veiligheid in de samenleving.

TITEL II. — Deelname van de gemeenschappen en gewesten in de vergaderingen van het College van procureurs-generaal

Art. 2. § 1. De door de gemeenschappen en gewesten afgevaardigde ministers nemen deel aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal wanneer die vergaderingen betrekking hebben op de bevoegdheden bedoeld in artikel 143*quater* van het Gerechtelijk Wetboek of wanneer het College van procureurs-generaal samenkomt op vraag van de federale minister van Justitie in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden van artikel 143*bis*, § 2, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek en er materies die verband houden met de bevoegdheden van gemeenschappen of gewesten worden besproken.

Ze nemen deel aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal wanneer die betrekking hebben op de vaststelling van de prioriteiten binnen de richtlijnen van strafrechtelijk beleid in het algemeen, met dien verstande dat ze zich elk uitspreken met betrekking tot hun eigen bevoegdheden.

§ 2. Deze vergaderingen vinden plaats op uitnodiging van het College, de federale minister van Justitie of op verzoek van de door de gemeenschappen en gewesten afgevaardigde minister.

De door de gemeenschappen en gewesten afgevaardigde ministers kunnen vragen dat punten die betrekking hebben op de bevoegdheden bedoeld in § 1 op de agenda van deze vergaderingen worden geplaatst.

§ 3. Deze vergaderingen worden voorgezeten door de federale minister van Justitie;

§ 4. Het in artikel 143*bis*, § 7 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde verslag wordt tevens overgemaakt aan de regeringen van de gemeenschappen en de gewesten.

Art. 3. Het College van procureurs-generaal stelt, in de aangelegenheden die verband houden met de bevoegdheden van de gemeenschappen en gewesten, expertisenetwerken in waarvan magistraten van het federaal parket, de parketten-generaal, de parketten van de procureur des Konings, de auditoraten-generaal en de arbeidsauditoraten deel uitmaken, naast ambtenaren en deskundigen aangewezen door de bevoegde minister(s) van de gemeenschappen en gewesten. Naargelang het geval doet het College van procureurs-generaal een beroep op de reeds bestaande expertisenetwerken die een aangelegenheid in verband met de bevoegdheden van de gemeenschappen en gewesten bestrijken, stelt het gespecialiseerde werkgroepen in of richt het nieuwe expertisenetwerken op.

Art. 4. Binnen de daartoe door het College van procureurs-generaal opgerichte expertisenetwerken of gespecialiseerde werkgroepen, nemen de ambtenaren en deskundigen aangewezen door de in artikel 3 bedoelde materies bevoegde minister(s) van de gemeenschappen en gewesten deel aan de werkzaamheden voor het uittekenen van de richtlijnen van strafrechtelijk beleid of de uitvoering van die richtlijnen.

Art. 5. De werking van het College van procureurs-generaal verloopt, wat de opmaak betreft van een coherent strafrechtelijk beleid waarbij rekening gehouden wordt met de bevoegdheden van enerzijds de Federale Staat en anderzijds van de gemeenschappen en gewesten, overeenkomstig de artikelen 143*bis* en 143*quater* van het Gerechtelijk Wetboek.

TITEL III. — *Kadernota Integrale Veiligheid en Nationaal Veiligheidsplan*

Art. 6. De beleidsafstemming tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten inzake de Kadernota Integrale Veiligheid en het Nationaal Veiligheidsplan vindt plaats in het kader van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid.

HOOFDSTUK 1. — *Kadernota Integrale Veiligheid*

Art. 7. De ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie leggen een ontwerp*kadernota* Integrale Veiligheid voor aan de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid.

Art. 8. De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, initiatieven voorstellen om op te nemen in de ontwerp*kadernota* Integrale Veiligheid.

De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, aanpassingsvoorstellen doen voor de ontwerp*kadernota* Integrale Veiligheid.

Art. 9. Een werkgroep samengesteld uit deskundigen aangewezen door de leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid, is belast met de voorbereiding van de beslissingen van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid. De voorzitter van de werkgroep wordt aangeduid door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

Art. 10. De ontwerp*kadernota* Integrale Veiligheid wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies aan het College van procureurs-generaal voorgelegd. Het College onderzoekt de ontwerp*kadernota* Integrale Veiligheid tijdens een vergadering in aanwezigheid van de door de gewesten en gemeenschappen afgevaardigde ministers en onder het voorzitterschap van de federale minister van Justitie.

HOOFDSTUK 2. — *Nationaal Veiligheidsplan*

Art. 11. De ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie stellen, zoals wettelijk voorzien, om de vier jaar een Nationaal Veiligheidsplan vast na advies van de minister bevoegd voor verkeer betreffende de elementen van dit plan die betrekking hebben op de verkeersveiligheid. Een ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan, alsmede het advies van de minister bevoegd voor verkeer, worden door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid, en dit vooraleer het wordt overgemaakt aan de Federale Politieraad met het oog op een gemotiveerd advies.

Art. 12. De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, initiatieven voorstellen om op te nemen in het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan.

De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, voorstellen tot aanpassing formuleren betreffende het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan.

Art. 13. Een werkgroep samengesteld uit deskundigen aangewezen door de leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid, is belast met de voorbereiding van de beslissingen van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid. De voorzitter van de werkgroep wordt aangeduid door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

Art. 14. Het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies overgemaakt aan de Federale Politieraad.

Art. 15. Het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies aan het College van procureurs-generaal voorgelegd. Het College onderzoekt het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan tijdens een vergadering in aanwezigheid van de door de gewesten en gemeenschappen afgevaardigde ministers en onder het voorzitterschap van de federale minister van Justitie.

TITEL IV. — Gemeenschappelijke ondersteuningsdienst

Art. 16. De "Gemeenschappelijke ondersteuningsdienst" van het openbaar ministerie zal ondersteuning bieden aan zowel het federaal als het deelstatelijk strafrechtelijk beleid.

Brussel, op 7 januari 2014.

Voor de Federale Staat :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest :

De Minister-President,
K. PEETERS

De Minister van Binnenlands Bestuur,
G. BOURGEOIS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
K.-H. LAMBERTZ

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President,
R. VERVOORT

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
R. VERVOORT

Voor de Federale Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mme J. MILQUET

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President van het College,
C. DOULKERIDIS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C – 2015/00014]

Mobilité. — Personnel

Par arrêté royal du 19 décembre 2014, Mme Marie-Françoise VIOLA est transférée en qualité d'agent de l'État dans la classe A1, au Service public fédéral Intérieur, Services centraux, cadre linguistique français, à partir du 22 décembre 2014.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00014]

Mobiliteit. — Personeel

Bij koninklijk besluit van 19 december 2014 wordt Mevr. Marie-Françoise VIOLA als rijksambtenaar overgeplaatst in klasse A1, bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, Centrale diensten, Franstalig kader, met ingang van 22 december 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00022]

Chef de corps de la police locale

Par arrêté royal du 19 décembre 2014 M. BOGAERTS Yves est désigné chef de corps de la police locale de la zone de police MECHELEN-WILLEBROEK pour une durée de cinq ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00022]

Korpschef van de lokale politie

Bij koninklijk besluit d.d. 19 december 2014 wordt de heer BOGAERTS Yves aangewezen tot korpschef van de lokale politie van de politiezone MECHELEN-WILLEBROEK voor een termijn van vijf jaar.